

# La prime d'expatriation est-elle imposable au Luxembourg ?

## Réponse courte

La prime d'expatriation est en principe **imposable** au Luxembourg. Elle est qualifiée de **revenu d'emploi** au sens de l'article 95 LIR et intégrée dans l'assiette de la retenue d'impôt sur salaire. Le traitement fiscal dépend de la qualification précise de chaque composante de la rémunération liée à l'expatriation.

Les **remboursements de frais réels** et justifiés (logement, déménagement, scolarité, voyage) peuvent être exclus de l'assiette imposable s'ils sont dûment documentés et distincts de la rémunération. L'Administration des contributions directes encadre ces distinctions par des circulaires administratives. L'employeur doit formaliser la prime dans le **contrat ou un avenant** et conserver l'ensemble des justificatifs. En cas de contrôle, la **charge de la preuve** de la nature non salariale des remboursements incombe à l'employeur.

## Définition

La prime d'expatriation représente une indemnité versée par l'employeur à un salarié recruté ou détaché au Luxembourg depuis l'étranger, visant à compenser les surcoûts liés à son expatriation. Elle est encadrée par l'article 95 de la LIR qui la qualifie de **revenu d'emploi** soumis à l'impôt sur le revenu.

Elle se distingue des **remboursements de frais réels**, qui relèvent d'un régime d'exonération sous conditions strictes de justification et de documentation.

## Conditions d'exercice

Le traitement fiscal de la prime d'expatriation dépend du respect de plusieurs conditions.

Condition	Détail
<b>Formalisation</b>	Prime prévue dans le contrat de travail ou un avenant (art. <a href="#">L.121-4</a> )
<b>Qualification</b>	Distinction claire entre prime (imposable) et remboursements de frais (potentiellement exonérés)
<b>Documentation</b>	Justificatifs complets pour chaque composante de la rémunération
<b>Déclaration</b>	Intégration dans la retenue d'impôt sur salaire mensuelle
<b>Égalité de traitement</b>	Politique d'expatriation non discriminatoire (art. <a href="#">L.241-1</a> )

## Modalités pratiques

L'employeur met en oeuvre les procédures fiscales et administratives suivantes.

Étape	Détail
Politique d'expatriation	Établir un document écrit conforme au principe d'égalité de traitement
Déclaration mensuelle	Calculer et déclarer la part imposable selon les règles de la retenue à la source
Fiches de paie	Identifier distinctement la prime sur les bulletins de salaire
Conservation	Conserver l'ensemble des justificatifs pendant la durée de prescription fiscale
Séparation des composantes	Distinguer prime d'expatriation et remboursements de frais réels

## Pratiques et recommandations

**Mettre en place** une politique d'expatriation transparente et non discriminatoire, documentant précisément les critères d'attribution et les montants. Il est essentiel de **séparer clairement** la prime d'expatriation des remboursements de frais pour éviter toute requalification fiscale.

**Constituer un dossier complet** pour chaque salarié expatrié, incluant le contrat, l'avenant, les justificatifs de frais et la documentation de la mission. **Assurer une veille juridique** et fiscale régulière sur les circulaires de l'Administration des contributions directes et former les gestionnaires de paie aux spécificités du régime.

## Cadre juridique

Référence	Objet
Art. 95 LIR	Qualification en revenu d'emploi
Art. 104 LIR	Retenue d'impôt sur les salaires
Art. <u>L.121-4</u> du Code du travail	Mentions obligatoires du contrat
Art. <u>L.241-1</u> du Code du travail	Égalité de traitement
Circulaires de l'Administration des contributions directes	Encadrement du traitement fiscal des primes et frais liés à l'expatriation

Un défaut de documentation ou de justification peut entraîner la requalification de l'intégralité de la prime en salaire imposable. La distinction entre prime et remboursements de frais doit être rigoureusement maintenue.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.